

# Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

**SAMEDI 13 NOVEMBRE 1982** 

ANTILLES 2 F. FRANCE 3 F.

Pour la construction

révolutionnaire en

Martinique et en

Pour l'émancipation

des peuples de

Martinique et de

Pour la reconstruc -

tion de la IVéme

Internationale.

ouvrie

d'un parti

Guadeloupe.

Guadeloupe.

Editorial

**BUDGET EN DIMINUTION POUR** LES DOM - TOM.

Lors du vote du budget du secrétariat aux DOM TOM, l'opposition de droite a fait ressortir que ce budget était en régression, car il n'augmentait que de 8 % alors qu'il y avait une inflation nettement plus forte.

Dans sa réponse à cette critique le rapporteur du budget, au nom du gouvernement de gauche, a affirmé que les sommes représentées par ce budget recouvraient à peine le vingtième des interventions de l'état dans les DOM

Mais les déclarations du chef du gouvernement ainsi que celles de M. Delors ne sont pas faites pour rassurer, car nous pouvons penser que tout comme le budget des DOM TOM, les "interventions de l'état" seront elles aussi en baisse.

Lorqu'on annonce le retard d'un mois de l'augmentation du Salaire Minimun (SMIC) et son maintien au seuil des 4 % ce n'est pas fait pour démentir nos affirmations. Alors que l'on sait qu'une grosse part des travailleurs touchent le

Mais on peut aussi se rendre compte dans les entreprises que l'état a déjà donné des directives conformes au ralentissement de ses "interventions". L'embauche dans les services publics est plus que ralentie, dans certains établissements, on cherche à augmenter le rythme du travail et à obtenir plus du même nombre de travailleurs.

Avec la nouvelle loi de décentralisation va-t-on pouvoir faire mieux?

Précisément comme le dit luimême le rapporteur socialiste : l'inter-vention directe de l'état présente la plus grande part des opérations économiques faites dans le "DOM" et "TOM". Alors, comment la nouvelle Assemblée pourrat-elle avoir les moyens d'une politique conforme aux besoins de nos deux îles.

Les politiciens de gauche locaux se gargarisent beaucoup avec les "nouvelles possibilités offertes par la loi de décentralisation". Mais en politique, la question du "pouvoir" pose aussi celle des moyens économiques et financiers. seront-elles trouvées ?

D'ou viendront elles ? Des banques, de l'état lui même ? Autant dire que le pouvoir central aura toute latitude pour intervenir dans les décisions de la dite "Assemblée unique"

Et si celle-ci s'avisait de pousser trop loin son zele d'aménagement et de développement économiques en prenant des mesures qui lèsent les intérêts des capitalistes français (ceux de l'hexagone !) ou de ceux d'ici (les Hayot, Aubéry et cie...) le gouvernement aura outre sa police (CRS, gendarmes, armée basée ici) tous les moyens financiers pour ramener à la raison une assemblée trop "nationaliste", ou peu docile.

Chaque fait de la vie politique - on le voit - met en évidence la nécessité de ne pas se fier aux déclarations des politiciens au pouvoir. Ni à ceux qui représentent ici leur opinion. Le PCG ou le PPM qui sont en Guadeloupe et Martinique les plus fideles des défenseurs de

(Suite page 4)

## **GUADELOUPE** LEP DE CAPESTERRE BELLE-EAU: UN ÉLÈVE EST MORT, VICTIME DE L'INSÉCURITÉ DES INSTALLATIONS



Manifestation d'élèves devant le Vice-Rectorat : depuis des années ceux-ci posent les problèmes de la sécurité et des conditions de travail.

Un jeune garçon de 18 ans est mort

au LEP de Capesterre. Il a été électrocuté

dans un atelier par une machine sur laquelle les élèves ont l'habitude de travailler.

Le problème de la sécurité dans l ateliers est depuis longtemps posé par l élèves et les enseignants de LEP qui se rende bien compte qu'ils travaillent souvent si des installations défectueuses, qui mette leur sécurité en danger. Mais il a fallu drame pour que ce problème éclate au grar jour. L'inspecteur du travail, qui a visi les installations du LEP de Capesterre, I a déclarées défectueuses et dangereuse Des réfections s'imposent si on veut évit

Quand au directeur du LEP, sout nu par le directeur du LEP du Moule, nie tout cela, malgré l'évidence : la mo accidentelle d'un élève de son établissemen

Ce drame et toute l'incurie de l'a ministration dont il est la conséquenc montre bien l'attitude de ceux qui nou dirigent vis à vis des futurs travailleurs qu sont les élèves des LEP. D'ici 2 ou 3 an ils travailleront dans des entreprises où leur faudra souvent arracher par des grève les mesures les plus élémentaires de sécur té. Alors, l'administration agit vis à vis de élèves comme les patrons vis à vis des tra vailleurs : en négligeant leur sécurité, c qui peut entraîner des accidents graves, de handicaps à vie, ou la mort.

## **GRÈVES AUX LEP DE CAPESTERRE ET DU MOULE**

La grève, c'est la réponse qu'ont donnée les élèves et les professeurs des LEP du Moule et de Capesterre à cette incurie de l'administration. Tous ont cessé le travail, en disant qu'il n'était plus possible de faire quoi que ce soit dans les locaux et sur des machines où/on risque quotidiennement un accident. Ils ne reprendront le travail en atelier que lorsque les intallations auront été revues et réparées par des gens compétents.

En effet, c'est en permanence que les élèves et les professeurs risquent des accidents. Ce qui s'est produit à Capesterre aurait aussi bien pu arriver au Moule ou ailleurs. Et en ce qui concerne la sécurité, il est juste d'écouter ceux qui utilisent chaque jour le matériel et le connaissent dans ses moindres détails.

A Moule, des actions avaient déjà été menées dpuis le début de l'année pour signaler le manque de sécurité. Depuis 1979 le bureau Véritas, chargé des vérification avait déclaré les installations non conforme elles le sont restées depuis lors. En plus d ce problème de la sécurité, qui reste le plu grave, les élèves et enseignants dénoncer aussi le manque de matériel et d'atelier qui fait que certaines matières n'ont p être enseignées depuis le début de l'année alors que les élèves devront les présente aux examens.

#### MARTINIQUE

## FIN DE LA GRÈVE AU LABORATOIRE CGN ÉCHEC **DE LA MANOEUVRE DE CASSIUS**

La dernière manoeuvre de la direction du laboratoire Cassius-Glaudon-Nabéti s'est en fin de compte retournée contre les patrons Les syndics nommés après le dépôt du bilan il y a un mois ont conclu à la viabilité de l'entreprise et après discussion avec les grévistes, la reprise du travail a été décidée pour le lundi 15 Novembre.

C'est ainsi que s'achève la greve commencée depuis le 5 juillet par la majo-rité des travailleurs de l'entreprise, grève qui aura duré plus de 4 mois.

Les grévistes réclamaient :

L'obtention de la 5ème semaine de congés payés,. Le respect des avantages acquis en matière de congés de maladie, Une classification avec entrée en vigueur au 1er janvier 1983.

Une augmentation des salaires de 1 000 Francs pour compenser la faiblesse des salaires de l'entreprise par rapport au

Face à eux, les grévistes allaient découvrir un trio de dirigeants particulièrement rapaces qui refusaient toute concession et qui ne reculaient devant aucune manoeuvre pour briser les grévistes.

Tout d'abord, ils commencèrent par traiter les grévistes comme s'ils étaient une poignée de trublions désireux de couler une entreprise d'honnêtes capitalistes. Ils allèrent jusqu'à crier sur tous les toits que les grévistes étaient minoritaires (pour cela, ils se comptaient comme travailleurs salariés à 2,2 millions de centimes le mois).

Ils allèrent jusqu'à créer avec les non-grévistes un syndicat Force Ouvrière afin de briser le moral des travailleurs syndiqués à la CGTM.

Ils inventèrent avec la complicité du béké Marrau-Desgrottes un document destiné à montrer un prétendu déficit de l'entreprise au 30 Juin (avant le début de la grève). Ce document était en réalité un faux comme le prouva l'analyse d'un expert

Après cela, prenant prétexte de pertes causées par la grève, ils tentèren de licencier 9 grévistes, ce qui leur fut re fusé par l'Inspection du Travail.

Ils ont fait des tentatives devant le Tribunal pour expulser les grévistes du trot toir devant l'entreprise : cela leur a été auss

Ils ont essayé de licencier pour faute lourde deux grévistes, la prétendue faute lourde consistant à avoir dit au public qu'il étaient en grève et que d'autres laboratoire étaient ouverts.

Cassius est allé jusqu'à faire de la pu blicité pour son laboratoire, ce qui est for mellement interdit par l'ordre des pharma

Enfin, il a reçu un bon coup de pouce de ses collègues pharmaciens qui firent débu-

Suite page 3

## LES DÉLOGÉS DE POINTE BOIS D'INDE

## S'ORGANISENT

Entre le terrain de golf de l'Espérance et l'Anse Mitan se trouvent regroupées une cinquantaine de personnes au lieu-dit Pointe Bois d'Inde.

C'est l'endroit que le maire des Trois Ilets, Revetti et le sous préfet du Marin ont choisi pour construire une superbe marina de 1 000 bateaux pour gens riches.

La décision de déloger une vingtaine de familles environ remonte à avril dernier. C'est dans la tête de Rivetti qu'avait mûri le projet dira le sous-préfet du Marin aux habitants de Pointe Bois d'Inde, venus lui demander des comptes.

A cette première riposte des habitants à la tentative de Rivetti, celui-ci répondra qu'ils n'ont plus aucun recours, que toutes les dispositions sont déjà prises et qu'il ne reste qu'à partir. Face à cette attitude de Rivetti et de l'administration préfectorale, les habitants de Pointe Bois d'Inde se sont constitués en comité de défense. Ce comité s'est réuni quatre fois déjà et l'avant-dernière fois, la réunion qui s'était tenue à la Mairie avait déplu au maire, ce qui a valu au comité de ne plus bénéficier de la salle municipale.

C'est à cela que se résout l'attitude du maire qui n'en est pas à son coup d'essai.

Car Trois-Ilets est devenu une commune où tout est tourné vers les réalisations de prestige : le golf de l'Espérance qui aura coûté un milliard de centimes, le parc des Floralies

A côté de cela, les équipements minima ne sont pas assurés : la Maison des jeunes a été fermée. Anciennement occupée par la perception, elle est en ce moment le lieu de rassemblement des employés municipaux : garde-champêtre, chauffeur de voirie, surveillante d'école maternelle. Pourtant le maire avait promis de restituer ce local aux jeunes.

Quant aux sportifs de la commune, eux aussi ont des raisons d'être mécontents, car ils réclament leur subvention qu'ils n'ont pas encore obtenue, ainsi que la réfection et l'aménagement du stade (douches, W.C. vestiaires).

A leur réunion tenue vendredi 5, une cinquantaine de personnes ont dressé le constat de carence du maire ce qui ne fait que renforcer la détermination des délogés à s'organiser pour la défense de leurs intérêts.

# JOURNAL: L'ÉCHO DES ANTILLES

Depuis le mardi 9 Novembre paraît un nouveau journal, l'Echo des Antilles. Ce journal dirigé par Hermann Saint-Prix, mais dont l'un des animateurs est Roland Laouchez, directeur de l'hebdomadaire "Le Naif" est un tri-hebdomadaire, paraissant les mardi, jeudi et samedi. Il se définit comme marchant dans le même créneau que France-Antilles. C'est donc un journal d'informationmais qui serait assez favorable au pouvoir socialiste.

Dans le premier éditorial, l'auteur nous dit ceci : "Les rédacteurs de l'Echo des Antilles tenteront de privilégier l'habitude de la réflexion et du choix qui ont été bafoués..."

Ce nouveau Journal rendra-t-il service au peuple des Antilles en lui fournissant des faits et des analyses qui lui permettent de mieux guider ses choix ? L'avenir le dira.

#### GUADELOUPE .

## PROPOS D'UN JEUNE AGRICULTEUR SANS TERRE

Nous avons rencontré un jeune agriculteur qui nous fait part de ses problèmes et nous dit ce qu'il pense de la réforme foncière

Il est un des "jeunes agriculteurs" du "CJDA" dont on parle beaucoup depuis deux ans à qui l'Etat a promis des terres dans le cadre de la réforme foncière...

Jeune agriculteur : J'ai fait ma demande comme beaucoup d'autres, comme tout jeune agriculteur qui veut travailler. Mais personne ne m'a encore dit si ma demande est acceptée. Dans un premier temps il fallait passer par le CDJA (centre des jeunes agriculteurs).

Mais ensuite, on nous a dit que si nous ne passions pas par la SAFER, c'était comme si nous n'avions rien fait...

Co: On a fait miroiter à beaucoup de jeunes qu'ils pouvaient obtenir des terres en s'adressant au CDJA, mais il y a très peu de gens qui ont pu en avoir. Effectivement, beaucoup, comme toi, sont toujours sans réponse.

Mais toi, quels espoirs as-tu dans cette demande et penses-tu que les conditions proposées pour obtenir des terres sont des conditions valables ?

JA: Dans un premier temps nous voulions travailler. Nous avons tous foncé, tête baissée. Mais, quand on regarde de plus près, on s'aperçoit que la SAFER a acquis 12 000 ha de terres et il y a déjà 6 000 colons dessus. Que proposeront-ils aux colons et que nous donneront-ils?

Certaines personnes disent qu'ils nous accorderont 7 ha, d'autres 21 ha. Mais je me demande où prendront-ils ces terres pour nous, les jeunes agriculteurs?

Maintenant, nous doutons de tout.

Personne ne nous dit : "un jour vous pourrez

travailler" ou bien à partir de telle date vous pourrez commencer".

CO: En fait, le problème c'est qu'il n'y a pas suffisament de terres pour tout le monde.

JA: On le dit, mais je ne comprends pas, il y a des terres qui sont là et qui ne servent à rien. Leur propriétaire est là, mais la terre est en friche, personne ne la travaille. Qu'est-ce qu'ils attendent? La SAFER existe soi-disant pour réorganiser l'agriculture en Guadeloupe. Jusqu'à maintenant, je n'ai pas encore constaté en quoi ils réorganisent, quoique ce soit.

CO: Ils disent qu'il faut accorder 7 ha minimum, penses-tu qu'un jeune peut faire quelque chose de valable sur 7 ha?

JA: 7 ha de terres c'est un vrai problème. Parce que s'il s'agit d'un jeune qui sort de l'école et qu'on lui donne 7 ha de terres, on l'envoie se noyer... Si il s'agit de quelqu'un qui a déjà l'habitude de travailler, 7 ha, ce n'est peut être pas assez.

Mais si on me donne 7 ha, et rien ensuite pour travailler, pas de moyens pour travailler la terre, là, on me pousse à me pendre... Il faut donc me donner les moyens de travailler cette terre. Et aussi comment pourrai-je écouler ma marchandise ? Beaucoup de gens produisent actuellement des légumes. Ils vont à la SOCOGIAP, et on leur achète leur marchandise à un prix dérisoire.

CO . Est ce que l'on vous impose une culture ?

JA: La SAFER nous demande de produire 60 % de cannes si l'on veut avoir la location de la terre. Reste donc 40 % pour produire ce que l'on veut. Mais si la canne ne se vend pas qu'est-ce qui nous garantit que l'usine ne fermera pas ses portes, quelle garantie nous donnent ils que notre canne ne restera pas à sécher par terre ?.

CO: Que penses-tu du prix de 1 200 Francs de location annuelle à l'hectare?

JA: Si nous pouvons planter ce que l'on veut, le prix de 1 200 F à l'hectare n'est pas trop élevé selon moi, mais si il faut absolument planter de la canne, non. Nous apporterons notre canne à l'usine, et ensuite, l'usinier nous dira "voilà ce que je peux vous donner". Mais l'agriculteur a des dettes. Il faudra devoir à Mr untel de l'engrais à Mme untel, etc... 1 200 F, cela peut être bien, oui, mais à condition de savoir à quelles conditions l'usine achète la canne.

... Un jeune peut avoir de l'espoir dans l'agriculture mais à condition qu'on lui donne des terres. Et puis, on nous dit de planter de la canne alors que l'usine la première commence à planter des bananes!!

Il y a des terres qui sont vides, qu'on nous les donne. Si nous ne sommes pas capables de les travailler, à nous alors de chercher un autre métier. On nous dit d'aller faire un stage... mais on nous forme pour le chômage.

... Il y a des jeunes qui ont déjà obtenu un morceau de terre. Mais ils sont embarassés ; à cause des conditions qu'on leur impose. On leur laboure la terre, mais ils doivent payer pour cela, payer pour qu'on les aide à couper la canne... Après toutes ces dépenses, ils se demandent comment ils pourront s'en sortir au bout de un an ou deux.

En définitive ils ne travailleront que pour payer leurs dettes ; Et ils ont de très sérieux problèmes financiers déjà maintenant.

#### **GUADELOUPE**

## LES DÉBOIRES

## D'UN RICHE

#### CAPITALISTE

Loret est un homme riche! Si bien que des voleurs s'en prennent à ses signes extérieurs de richesses. Il y a dix jours de cela son yacht disparaissait de la Marina de Bas-du-Fort-Gosier. Malgré les efforts des gendarmes aidés en cela par une vedette et un hélicoptère, on restait sans nouvelles du beau bâtiment disparu. Ce sont des plongeurs amateurs qui découvrirent le bateau en train de couler au large de Pointe Noire. Des voleurs bien sûr nulle trace.

Mais pour le propriétaire, l'avarie n'est pas une charge insupportable financièrement. Le bateau est assuré. De plus Loret est connu à Pointe-à-Pitre comme un homme qui a de l'argent. N'est-il pas directeur ou propriétaire d'une cinquantaine d'entreprises, comme par exemple la SO-GUADIA plus connu sous le nom d'Auto-Guadeloupe, société concessionnaire des voitures de marque Peugeot et Citroen. On dit également que cet homme réalisa dans le temps, des bénéfices appréciables en vendant à la SODEG les terrains sur lesquels on construits une cité SIG.

C'est donc un homme qui a un sens aigu des affaires, et qui a déjà démontré qu'il sait saisir toutes les opportunités pour en faire, qui a perdu son bateau. Cela suffit aux gens mal - intentionnés pour se permettre d'imaginer que finalement Loret n'est pas étranger à la disparition de son Yacht et qu'il désire tout simplement réaliser une affaire sur le dos des assurances.

Cette affirmation a été refutée par France-Antilles, journal qui est du même monde que Loret et qui, de ce fait est sûrement (plus que d'autres) dans ses petits papiers. Ce journal affirme que celui-ci a des moyens, car il a acheté son yacht 300 millions comptant! De plus, il venait de payer d'autres millions pour l'aménager. Entendez par là que Loret a les moyens et qu'il ne s'abaisserait pas à voler 300 milions sur le dos de ses assureurs! Qui oserait croire le contraire?

Dans un pays sous-développé comme la Guadeloupe, Loret peut, pour ses seuls loisirs avancer plus de 300 millions alors que, dans le même temps ses employés ne touchent le plus souvent que le SMIC!

#### POINTE-A-PITRE

## UNE RÉUNION D'INFORMATION DU PCG SUR LA NOUVELLE LOI DE DÉCENTRALISATION

## Le PCG a entrepris voilà déjà un certain temps une campagne d'explication

C'est dans ce cadre que mardi soir ils tenaient un meeting public aux abords

sur l'assemblée unique et sur la décentra-

de la cité Mortenol.

Lorsque G. Mérault prit la parole après un premier orateur, un peu plus d'une centaine de personnes étaient disséminées aux abords de la tribune dressée en bas de l'escalier et écoutaient avec intérêt les propos des membres du PCG.

Mérault expliqua que la loi de décentralisation adaptée ne correspondait pas au programme du PCG. Mais, dit-il, depuis mai 81 des hommes de gauche dirigent la France et ont un langage progressiste vis à vis des DOM. Il affirma qu'en particulier la loi sur l'Assemblée Unique était une loi de progrès et qu'elle permettrait à la population guadeloupéenne d'avoir un contrô-

le plus grand par l'intermédiaire de ses élus sur ses affaires...

Après avoir donné des explications sur le mode de scrutin à la proportionnelle, Mérault termina en donnant rendez-vous à ses auditeurs lorsque le parti aura arrêté sa liste et aura élaboré un programme concrêt et précis de ce que ses élus proposeront à l'assemblée unique.

Le maire de Pointe-à-Pitre prit la parole en dernier. Il se chargea principalement d'expliquer à son auditoire que l'enjeu lors de ces prochaines élections était de barrer la route à la droite locale et d'envoyer des gens honnêtes et responsables qui se situent dans le camp des travailleurs, les candidats du PC. Bangou rappela avec force détails les agissements retors et le cheminement des hommes de droite d'hier Bernier, Viviès et ceux d'aujourd'hui, Michaux, Koury, Boulogne et autres Davrain. Après avoir associé à cette clique l'é-

sentent aux élections municipales de Pointeà-Pitre, Bangou termina en disant que pour que l'assemblée unique apporte quelque chose de nouveau, il faut que soit chassée cette vieille équipe de magouilleurs et qu'il y ait une majorité d'élus responsables communistes.

La réunion prit fin aux environs de

quipe des "hommes nouveaux" qui se pré-

21H 30. Les participants avaient écouté avec attention mais sans manifester à aucun moment un grand enthousiasme.

En effet, on avait l'impression que bien des aspects avaient été mis savamment à l'écart. Rien n'était dit sur la situation de crise en France, même, ni sur les mesures de diminution des revenus prises par l'actuel gouvernement de gauche, ni sur l'emprise du patronat qui s'accommode somme toute pas mal d'un gouvernement de gauche qui contient toutes les revendications des travailleurs

#### MARTINIQUE

## GRÈVE A SUNWIND ÉNERGIES

L'entreprise Sunwind Energies est une entreprise en plein développement. Elle emploie plus d'une trentaine de personnes en Martinique et vient d'étendre ses activités à la Guadeloupe. Elle est dirigée par deux Suisses, messieurs Simonin et Schmoker, spécialiste des énergies nouvelles (vent et

Dans cette entreprise, Schmoker se montre particulièrement méprisant envers les travailleurs. Il avait notamment frappé d'un coup de pied un apprenti, et cela avait été dénoncé dans la presse. Alors comme mesure de rétorsion, la direction de Sunwind a essayé de mettre à pied 3 travailleurs qui selon elle auraient pu être les auteurs de l'article dénonçant Schmoker.

Le prétexte officiel est qu'il fallait faire des travaux pour agrandir l'atelier. Et parmi les 3 travailleurs incriminés se trouvaient\_2 délégués syndicaux.

Les ouvriers se sont alors mobilisés et ont refusé la sanction déguisée que leur imposait la direction. Car ils se rendaient bien compte qu'en permettant aux patrons de frapper les responsables du syndicat, c'était laisser la porte ouverte à des attaques futures plus graves contre l'ensemble des

travailleurs.

Aussi des vendredi 5, les travailleurs se mettaient en arrêt de travail et protestaient contre l'illégalité de la direction. Après négociation, les patrons reconnaissaient qu'ils avaient eu tort de mettre à pied les 3 travailleurs. Ils faisaient donc machine arrière. Mais il était trop tard, car dans la foulée les travailleurs avançaient d'autres revendications:

Application intégrale du projet de classification des ouvriers.

- Application de la grille de salaire en vigueur compte tenu de la classification,

Le 13eme mois,

- Application de la Convention Col-

lective de la Métallurgie.

Messieurs Simonin et Schmoker commencent à se rendre compte que les travailleurs ne sont pas décidés à se laisser marcher sur les pieds, et qu'ils sont déterminés à arracher ces revendications, connues des patrons depuis longtemps puisque cela fait au moins 6 mois qu'ils négocient, mais devant lesquelles ils ont fait la sourde oreille jusqu'à aujourd'hui.

Cette grève les aidera sans doute à

changer d'avis.

#### MARTINIQUE SARA SOCALTRA: **COMPLICES DANS** LE RACISME

Un ouvrier blanc de la Socaltra affecté à la SARA arrive en fin de mission en Martinique. Alors se pose le problème de son remplacement. Cela a été débattu à la réunion du Comité d'Entreprise de la SOCAL

La direction a affirmé que la SARA voulait un ouvrier qui ait travaillé nécessairement en raffinerie. Etant donné qu'il n'existe qu'une raffinerie aux Antilles françaises, on ne peut trouver de tels ouvriers qu'en France!

Voilà un point de vue qui arrange bien la SOCALTRA pour ne pas embaucher d'ouvriers antillais! Cela est d'autant plus scandaleux que ce poste est un poste de mécanique générale, niveau OHQ, et que l'on peut fort bien trouver des Antillais capables de remplir ce poste.

En réalité, la SARA, comme la SO CALTRA inventent n'importe quel argument, dès qu'il s'agit de réserver des postes à des blancs. Voilà le racisme!

#### **GUADELOUPE**

RANCEET

#### **K DIS RAIZET**

#### **EN GREVE**

Vendredi 5 dans l'après midi et le samedi 6 au matin les caissières du Supermarché ont fait grève. Elles entendaient protester contre la suppression sans raison d'une prime de l'une d'entre elles. Elles réclamaient entre autre dix minutes pour le compte de leur caisse.

De Reynal, directeur de K-Dis a refusé de recevoir les déléguées des caissières et du syndicat MASU. Il se refusait a toute négociation avant la reprise du travail. Reprise qui eut lieu le samedi à 11H 30. Le conflit s'est apaisé mais on n'a pas encore trouvé de solution. Les travailleurs ont montré, pour cette fois-ci, qu'elles savent riposter aux mesquineries de la direction.

## **FORT DE FRANCE** FIN DE LA GREVE AU LABORATOIRE CGN

octobre une heure de grève pour lui parce qu'il aurait été injustement accusé et insulté par les grévistes!

Maintenant toutes ces manoeuvres ont pris fin. La dernière manoeuvre des responsables ne s'est pas terminée exactement comme ils l'espéraient.

Car les responsables du CGN comptaient éliminer la majeure partie des grévistes, coupables de s'être dressés contre une exploitation éhontée qui avait permis à Cassius de s'enrichir pendant une trentaine d'années.

Par contre, les travailleurs ont très peu gagné sur les revendications elles-même : seule la classification sera appliquée au 1er janvier 1984, et en ce qui concerne la 5ème semaine de congés payés ils ont eu à peu près satisfaction. Par contre sur l'augmen(Suite de la page 1)

tation de salaires, ou le maintien des avantages acquis, les travailleurs n'ont pas ga-

Alors la grève se termine au bout de 4 mois comme un match nul : les revendications sont loin d'être satisfaites. Mais les travailleurs ont tenu tête à Cassius, Glaudéon et Nabéti. Et il n'est qu'à voir la tête de Cassius pour se rendre compte que l'exploiteur en chef des travailleurs a été déçu dans ses désirs de se débarasser des travailleurs combatifs. .

Mais on peut ajouter qu'en tenant tête pendant si longtemps, sans se décourager, les travailleurs ont gagné quelque qui n'est pas matériel mais moral.

Et cela comptera dans les luttes

#### MARTINIQUE

## LES OCCUPATIONS DE TERRES

Les occupations de terres se pour suivent à Fougainlle, commune de Rivière Pilote et à Pain de Sucre, commune de Sainte-Marie. Une troisième occupation de terres a eu lieu à Fonds Nicolas au Robert.

Dans ce dernier cas, ce sont des jeunes chômeurs dont plusieurs sont titulaires du BEP Agricole qui ont effectué l'occupation. Les terres appartiennent à Michel Hayot, gros propriétaire terrien. Les jeunes ont déjà commencé à labourer les terres.

Du côté de l'administration, on commence à bouger. C'est ainsi que les

MARTINIQUE.

occupants de Sainte-Marie ont été cités devant le Tribunal pour occupation illégale de terres. Mais contrairement à ce que peuvent penser les gros propriétaires, il n'est pas du tout sûr que cela puisse intimider la population et dans les quartiers de Sainte-Marie, de plus en plus se répand l'idée qu'il va falloir occuper d'autres terres en friches, pour avoir au moins de quoi vi-

Il faut signaler que l'idée d'occupation des terres rencontre le soutien d'une large fraction de la population.

MARTINIQUE

## QUILLERY ST-MAUR: LA DIRECTION VEUT LICENCIER **MASSIVEMENT**

La direction de Quillery Saint Maur a réuni le comité d'entreprise et les délégués du personnel pour annoncer le licenciement de 60 travailleurs. Elle a même laissé entendre que la liste n'était pas close et que d'autres seraient licenciés parmi les plus anciens aussi.

Les raisons que les patrons avancent sont les difficultés financières résultant de la dette de près de 200 millions que la SODEG a envers eux.

Est-ce un prétexte pour licencier ou une manoeuvre pour obtenir des sub-

Déficit ou pas les travailleurs ne sont pas décidés à accepter ces licenciements. Quand des patrons veulent licencier aussi massivement cela signifie que l'entreprise risque aussi de fermer ses portes. L'ensemble des travailleurs est concerné par ces 60 licenciements et à intérêt à se battre.

## ECHOS DES ENTREPRISES

#### RACISME DANS LES ENTREPRISES

EN MARTINIQUE.

#### LA DIRECTION DE SUNWIND ME-PRISE LES OUVRIERS.

La direction de Sunwind est particulièrement méprisante envers les ouvriers.

Si Simonin, se lave les mains, son compère Schmoker montre à chaque instant son attitude antiouvrière.

C'est ainsi qu'il dit qu'il n'a pas besoins des ouvriers, que sans lui, ils ne peuvent pas vivre etc.

Schmoker estime ne pas avoir besoin des ouvriers antillais. On se demande ce qui alors l'a poussé à fuir les glaciers de sa Suisse natale : n'est-ce-pas l'envie de s'emplir les poches sur le travail des ouvriers, qu'il exploite et qu'il voudrait encore plus dociles?

#### **EN GUADELOUPE**

#### C.F.T. : OU EST PASSE LE NOU-**VEAU MECANICIEN BLANC?**

Depuis quelque temps nous ne voyons plus le mécanicien blanc. Personne ne sait s'il a démissionné ou s'il a été licencié.

Il n'est pas resté longtemps dans l'entreprise mais il est de triste mémoire. Léonardi l'avait embauché à la place d'un mécanicien noir qu'il avait licencié. Il n'y a pas longtemps qu'un autre mécanicien noir qui était sous les ordres de ce nouveau a démissionné ne pouvant supporter son attitude raciste et méprisante. Ce mécanicien blanc a disparu comme il est venu, de façon un peu louche. Quand il est arrivé dans l'entreprise, nous avons su qu'il était le nouveau mécanicien parce qu'il accomplissait des travaux de réparations.

Léonardi a longtemps nié qu'il l'avait embauché parce qu'il savait qu'embaucher un mécanicien blanc à la place d'un mécanicien noir dans la situation de chômage en Guadeloupe était purement du racisme. Il a préféré transférer l'atelier de mécanique loin du chantier pour cacher ses basses ma-

Aujourd'hui ce mécanicien disparait de façon aussi louche. Allez savoir ce qui se passe entre patrons blancs et petits chefs blancs? Bien souvent ces petits chefs n'ont pas de qualification et sont embauchés uniquement pour être chef des travailleurs noirs et donc pour aider le patron.

#### SECURITE SOCIALE MARTINIQUE

#### DESCLIEUX LA CLIMATISATION : BRICOLE ET COMPAGNIE.

S'il est un objet de souci et de problème à la Caisse, c'est bien la climatisation.

Et que cela soit à Desclieux où ailleurs, sans le vouloir, nous portons notre contribution à l'effort pour réaliser des économies d'énergies. Car c'est souvent que : soit les appareils s'arrêtent tout net, ou soit encore ils prennent feu, ce qui n'est qu'une autre manière d'arrêter de fonction-

En tout cas au Lamentin ou à Desclieux, les installations sont vieilles comme Hérode, et les faire bricoler de temps en temps peut peut-être prolonger leur espérance de vie, mais à coup sûr augmente le nombre de pannes.

Une chose par contre est sure : en les changeant, la direction prendra certainement un bonne initiative.

#### SERVICES GENERAUX OU REN-**SEIGNEMENTS GENERAUX?**

Un zèle imbécile souffle très fort ces temps-ci du côté des services généraux.

Le responsable de ce service est allé jusqu'à sortir une note de service pour demander au responsable du service magasin qui dépend de lui, de tenir un cahier de retard, pour tous ceux qui enfreindraient la règle des cinq minutes tolérées.

C'est vrai que pour ce genre de responsabilité, il est plus facile de transmettre ses pouvoirs à un autre, plutôt que de donner l'exemple. Car on voit très mal comment ce responsable ferait pour s'obliger à être lui-même tous les jours à l'heure.

#### **SECURITE SOCIALE: LE CHOIX DES** PATRONS.

Après avoir fait couler beaucoup d'encre, voilà que la décision de créer un second poste de directeur-adjoint, fait couler beaucoup de salive.

Nos administrateurs sont restés beaucoup plus que la normale à discuter de l'opportunité de ce poste.

Quant à nous, contatons une fois plus, que ce conseil d'administration, est bien loin de refléter nos préoccupations, puisque nous désapprouvons ce choix qu'ils ont fait de créer ce poste.

Mais ce n'est là que la preuve que, comme partout ailleurs dans la société, ceux qui dirigent ne tiennent pas compte de nos intérêts.

#### SECURITE SOCIALE : LA HAR-GNE DES PATRONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Dans sa réunion de la semaine dernière, où elle décidait de l'enveloppe de points la délégation patronale du conseil d'administration n'est pas allée par quatre chemins pour exprimer son sentiment anti-salarié. Commentant le taux d'absentéisme du personnel, leurs mots ne furent pas assez forts pour dire leur désapprobation.

Mais comment pourrions nous un faire comprendre à ces gens, qu'en travaillant on se fatigue, cela sutout dans les conditions qui sont les notres. Etant donné qu'ils sont étrangers à ce genre d'activité nous risquons toute notre vie de prêcher dans un désert.

## **ABSALON**

#### SUREXPLOITE LES TRAVAILLEURS

L'entreprise Absalon emploie environ une centaine de travailleurs qui creusent des tranchées pour les PTT ou effectuent des travaux pour l'EDF.

Un de ses principaux chantiers pour les PTT se trouve à Gondeau-Palmiste entre le Lamentin et Saint-Joseph. Les travailleurs posent des cables souterrains. Et bien entendu, tous les moyens sont bons pour faire un maximum de profit sur le dos des travailleurs.

Un exemple parmi bien d'autres : un ouvrier qui a une qualification de conducteur de camion s'est vu passer chef d'équipe. Mais il continue toujours d'être conducteur de camion. Il a donc double tâche maintenant pour un seul salaire.

Les patrons préférent donc surexploiter les travailleurs au lieu d'embaucher des chômeurs. Mais les protestations s'élèvent de plus en plus contre de telles pratiques. Et Absalon pourrait fort bien avoir une surprise un de ces jours.

## **SCANDALES** DE FRANCE ET **DES ANTILLES**

L'affaire des fausses factures de Marseille tient une bonne place dans d'actualité aux Antilles. Nous n'ignorons rien de ce scandale qui a pour scène la région de Marseille et des ramifications jusqu'à Paris.

Grace aux deux organes de presse qui reflètent les opinions et les prises de position de la droite et de la gauche au pouvoir. France Antilles et la station de radiotélé FR3 - nous sommes bien informés des différentes péripéties de ces affaires.

N'a-t-on pas vu Georges Marchais faire son numéro habituel à la télévision, cette fois pour dire et répéter que " le parti communiste ne possédait aucune entreprise (à part deux journaux):

On pourrait croire qu'un traitement analogue est réservé à nos propres scandales locaux, celui de la SODEG, de la DDE etc... Mais il n'en est rien, le voile est tombé sur l'affaire, à part le procès où Viviès traité de voleur par le journal JAKATA, portait plainte. Le Tribunal a prononcé un non lieu pour vice de forme, bien que Jakata ait apporté des preuves de ses affirmations. Depuis plus rien n'a filtré !!!

Mais s'il fallait parler de scandales de ce type, c'est à toute l'administration qu'il faudrait s'attaquer. Car cette administration coloniale est pourie du haut en bas. Concussion, prébendes, corruptions, prévarications etc... ont cours normalement et tranquillement. C'est à qui sera assez malin pour se servir et ne pas se faire prendre. D'autant que ceux qui se font "piquer" ont ensuite toutes sortes de protections occultes ou des facilités pour se lancer dans les "affaires" tout à fait légalement. Quelque temps après, 'on les voit se conduire en vaillant défenseur de la morale et pour fendre les "dominicains" comme voleurs, trafiquants

L'administration et les organismes financiers, banques, organismes de crédits, sociétés en tous genres sont les principaux fournisseurs de cette sorte de clientèle.

Dans certains cas la population se réjouit des "prouesses" les plus petits qui ont tenté de faire un tour de passe-passe avec quelques millions - "débouilla pa péché"

Dans d'autres cas, pour les gros, ceux qui s'achètent des yachts au comptant à 300 millions, les Audebert et cie, là le peuple s'indigne et attend les révélations et les poursuites.

Mais cela peut prendre du temps, et il ne faudra guère compter sur l'administration pour dévoiler tout sur ces grosses vedettes du scandale!

POINTE A PITRE

# "HOMMES **NOUVEAUX''**

## REMETTENT CA!

Les "hommes nouveaux" se sont encore manifestés à Pointe-à-Pitre. Le 5 Novembre dernier, ils organisaient un meeting sur la place de la victoire ;

Ils reprochent à la municipalité de Pointe-à-Pitre un certain nombre de décisions concernant la circulation et l'aménagement de la ville..

La municipalité de Pointe-à-Pitre, malgré le travail évident accompli dans la rénovation de Pointe-à-Pitre ne saurait, certes, se placer en dehors de toute critique et de toute remarque.

Mais à qui feront croire messieurs Adélaide, Rinaldo, Hazael-Massieux, soutenus par Vivies et d'autres qu'ils sont réellement soucieux de l'intérêt de la population de Pointe-à-Pitre. Les élections municipales sont bien trop proches. Ils ont tout simplement commencé leur campagne...

Ces "hommes nouveaux" ne représentent en fait qu'une vieille droite dépassée et qui tente de retrouver vainement depuis quelques années une audience à Pointe-à-Pitre. Aujourd'hui ils utilisent pour cela quelques "trucs" politiques éculés.

Vieux spécialiste du retournement de veste, "I'homme nouveau Daniel Rinaldo n'en est d'ailleurs pas à son coup d'essai.

# POLOGNE: L'EGLISE SE TOURNE DU CÔTÉ DU GOUVERNEMENT

Le syndicat clandestin Solidarité, qui semble t-il continue à résister face à la suppression par le gouvernement Polonais des droits acquis par les travailleurs lors des luttes de 1980 a appelé à une grève générale en Pologne. En effet, une loi a été adoptée il y a peu de temps par le parlement, décision qui légalisait toutes les mesures prises par Jaruselski et son gouvernement contre le syndicat Solidarité, réduit aujourd'hui à la clandestinité, et contre les travailleurs Polonais en général.

Le droit de grève a été supprimé, et une action à laquelle a appelé Solidarité entraînera vraisemblement des heurts violents avec l'armée et la police Polonaises.

L'église polonaise avait jusqu'à présent penché du côté de Solidarité et des travailleurs. Tout en condamnant les affrontements violents, elle critiquait le gouvernement,

qu'elle rendait responsable des heurts. Son attitude avait donc été jusqu'à présent une attitude de soutien des luttes des travailleurs, du moins à travers les déclarations de Monseigneur Glemp, chef de l'église polonaise. Aujourd'hui, la position de l'église a changé. Elle s'oppose à l'appel à la grève générale lancé par solidarité, et tend donc à pencher cette fois du côté de Jaruselski et de son gouvernement. Cette nouvelle attitude de l'église, est probablement à mettre en relation avec la visite du Pape prévue en

Jaruselki se montre prêt à faire preuve de souplesse, et à recevoir le Pape en Pologne, mais réclame en échange le soutien de l'église.

Cette nouvelle tactique de Jaruselski, cette attitude de l'église en retrait par rapport aux positions affichées précedemment, pourrait affaiblir momentanément la résistance des travailleurs, compte tenu de l'important poids moral de l'église Polonaise.

Elle révèle bien, cependant, que même si l'église a soutenu jusqu'à présent une partie des revendications des travailleurs, ses intérêts et ceux de la classe ouvrière Polonaise ne sont pourtant pas les mêmes. Si elle a fait un bout de chemin aux côtés de Solidarité, elle négocie à présent avec le gouvernement qui opprime et assassine ces mêmes travailleurs. Même si dans un premier temps ce changement d'attitude de l'église risque de provoquer une démoralisation parmi une partie des travaillleurs, c'est une attitude qui peut amener les travailleurs Polonais à prendre conscience de ce qui sépare leur lutte des positions prises par l'église, et à lutter pour défendre leurs intérêts, sans se mettre à la remorque de convictions religieuses.

## **GUADELOUPE** RÉFORME:

## QUAND LA SAFER CHERCHE A NOYER LE POISSON

Vendredi 5 Novembre, à la Foire agricole qui s'est déroulée aux Abymes, la SAFER a organisé une conférence débat. Il y a eu peu de participants. C'était surtout les représentants de l'administration qui présidaient le débat, entre autre le directeur de la SAFER Perez. Celui-ci a expliqué les différentes structures de la réforme foncière. Sur les 11 000 ha de terre près de 6000 ha sont occupées par des colons. Ceux-ci peuvent bénéficier , lorsqu'ils ont plus de 60 ans d'une indemnité viagère de départ (IVD) pour leur reconversion et leur installation sur un lôtissement. Pour les plus jeunes colons leurs descendants peuvent obtenir des parcelles plus larges et dans ce cas la SAFER regroupe les parcelles mor-

Les jeunes agriculteurs qui veulent louer des terres sous forme de fermage, recoivent entre 7 ha et 21 ha. Le coût de la location leur revient à 1 200 F l'ha par an. Ils doivent obligatoirement cultiver près de 60 % des terres en cannes. Le reste est réservé à un peu de cultures maraîchères !

La SAFER s'occupe de l'installation

des preneurs. Mais un nouvel organisme (la SEFAC) Société d'épargne foncier agricole, vient d'être créé pour les opérations financieres et les contrats. Le GFA (groupement foncier agricole) lui est un organisme qui loue la terre pour des exploitations

Tous ces organismes multiples montrent le caractère très technique de cette réforme foncière qui ne tient pas compte des réalités. Demander à de jeunes agriculteurs de planter de la canne alors que les usines sucrière ferment leurs portes et qu'aucune garantie n'est donnée quant au devenir de celles qui fonctionnent encore, c'est vouer ces jeunes agriculteurs à l'échec et à la ruine.

Le coût de la location fatalement les mènera à l'endettement jusqu'au cou et comme cela s'est fait dans le passé à propos des autres réformes foncières, les terres leur seront confisquées.

Au cours du débat, où ces questions de fond on été posées, Pérez a affiché un véritable mépris vis à vis des auditeurs en cherchant à ridiculiser les intervenants. Pour cet administrateur parachuté de 7.000 km par le

gouvernement, il n'y a pas de problèmes de fermeture d'usine. Selon lui 1 200 F à l'ha c'est à la portée de tous et il ne voit pas en quoi les jeunes agriculteurs peuvent se plaindre. Quant aux transactions de terres qui se font en faveur des gros possédants, il n'en sait rien du tout ! D'ailleurs avec prétention, ce monsieur voulu faire croire que la SAFER a une haute autorité et qu'elle peut empêcher toute spéculation. Et pour appuyer ses réponses hypocrites il s'est présenté comme le grand défenseur de l'agriculture en Guadeloupe comme celui qui se sacrifiait (qui n'avait même pas le temps d'aller à la plage !). En clair il était venu en Guadeloupe pour faire le bien, et mener un bonne action en faveur des agriculteurs!

Quel culot et quel mépris! Tous ces administrateurs pour la plupart racistes qui sont parachutés ici sont là pour appliquer ce que l'administration a décidé et pour soutenir la classe des békés riches et des gros possédants blancs ici. Le sort des petits paysans et de l'agriculture, on sait lequel leur a réservé et leur réserve encore l'administration coloniale : La faillite.

## GUADELOUPE FOUILLOLE **UER DROIT ET SCIENCES ECONOMIQUES. 600 ÉTUDIANTS** ATTENDENTENCORE LA RENTREE

cielle, 600 étudiants de l'UER de droit et sciences économiques de Fouillole n'ont pu avoir une seule heure de cours. Il n'y a pas de place pour eux. L'unité d'enseignement et de recherche de droit et sciences économiques n'a pas d'amphithéâtre et ne possède en tout et pour tout que deux salles, l'une de 144 places l'autre de 113 places !

Pendant les vacances, l'administration de l'université Antilles Guyane avait demandé à certains établissements comme l'Ecole Normale ou l'Ecole d'Infirmière de suppléer le manque de places. Les réponses furent négatives en ce qui concerne l'Ecole d'Infirmière, quant à l'Ecole Normale, ce serait positif mais pour des horaires très restreints et seulement pour 100 étudiants.

Différentes demandes ont été adressées à d'autres établissements scolaires, mais ces derniers, ayant déjà une capacité d'accueil limitée n'ont pu donner satisfaction a l'Université.

On parle alors de l'aménagement d'un grand hangar désaffecté qui se trouve derrière le bâtiment de droit et sciences économiques de Fouillole. Mais le coût d'une telle opération s'éleverait à 50 millions d'anciens francs, dépense que l'université ne peut supporter, actuellement.

Des requêtes ont été adressées aux conseils régionaux et départementaux. Ces derniers accepteraient de financer les travaux du hangar mais à condition que l'état rembourse les dépenses engagées.

Pour le moment, la situation semble bloquée. La rentrée a eu lieu le 18 Oc-

Depuis la rentrée universitaire offitobre, mais le probleme des étudiants de première année de droit et sciences économiques n'est toujours pas résolu.

Cette situation est un véritable scandale ; les étudiants n'ont aujourd'hui aucune idée de la date à laquelle ils pourront commencer à suivre leurs cours

Mais ce qui arrive aujourd'hui était visible. Il ne faut pas oublier que l' de droit n'avait pas été prévu au départ dans le complexe de Fouillole. Il a fallu que les étudiants et un certain nombre de professeurs aussi manifestent pour que l'UER puisse exister à Fouillole ; Mais l'Administration a construit un petit bâtiment, mesquin, qui aujourd'hui s'avère d'une capacité d'acceuil éminement insuffisante.

On se retrouve donc dans la même situation qu'il y a quelques années lorsque l'UER se trouvait à la rue Victor Hugues derrière le Tribunal de Pointe-à-Pitre. A cette époque, les locaux étaient largement trop petits et ce problème avait causé en son temps bon nombre de protestations et de revendications de la part des étudiants et de certains professeurs.

Les années passent, les problèmes demeurent. A quoi cela a t-il donc servi de créer de nouveaux bâtiments à Fouillole, si 600 étudiants ne peuvent y suivre normalement leurs cours.

On a là un bel exemple de l'incurie coloniale, du manque de prévisions de l'administration, du je m'en fichisme, un exemple de cul de sac dans lequel l'administration coloniale conduit les gens.

#### suite de l'éditorial

cette politique gouvernementale se démenent pour faire croire à une réforme fondamentale permettant de réels changements dans le pays, donnant un réel pouvoir aux élus.

Ces deux partis, avec leurs analyses de confiance dans le gouvernement qui défend tout autant que la droite les intérêts de la bourgeoisie française, entraine les travailleurs qui leur font confiance et ils sont nombreux à des désillusions graves. Par leur politique, ils laissent le champ à la droite locale qui n'a aucun mal à monter en épingle tous les coups impopulaires de ce gouvernement et toutes ses tentatives de régler les vrais problèmes en utilisant des "trucs"

#### COMBAT OUVRIER-

Responsable de publication : G. BEAUJOUR Adresser

toute correspondance : EN GUADELOUPE à Gérard BEAUJOUR B.P. 214 97110 POINTE-A-PITRE EN MARTINIQUE B.P. 386 97204 FORT-DE-FRANCE EN FRANCE écrire à : Combat Ouvrier B.P. 145 75023 PARIS CEDEX

> Impression Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L Commission paritaire Nº 51728